

Retour de et sur Johannesburg

Bertrand Hervieu

Bertrand Hervieu

Président de l'Institut national
de la recherche agronomique

Sommet pour rien, Foire aux entreprises, Conférence des bonnes intentions... Jamais, sans doute, conférence internationale n'aura suscité autant de critiques. Pourtant, vu de Johannesburg, le bilan du deuxième Sommet de la terre n'est pas aussi négatif que certains médias ont pu le dire. En tout cas, il est riche d'enseignements pour le devenir de notre agriculture et de notre recherche, les deux sujets sur lesquels notre attention (la mienne et celle de l'ensemble de la délégation Inra que je conduisais¹) s'est plus particulièrement portée pendant les douze jours que nous avons passés en Afrique du Sud.

Un sommet très riche qui ne doit pas être réduit à sa déclaration finale

Sur un plan général, un certain nombre d'avancées notables méritent d'être relevées. Des engagements précis ont ainsi été pris dans plusieurs domaines clés tels que l'eau, le climat, la gestion des res-

sources marines. Par ailleurs, la pauvreté a été enfin reconnue comme un enjeu majeur pour l'équilibre planétaire et les collectivités locales comme des acteurs déterminants du développement durable. Ce sont là des acquis qui ne peuvent pas être niés même si, bien sûr, nous aurions souhaité plus de résultats concrets, de calendriers et d'objectifs quantitatifs.

Au-delà de ces différences d'appréciation, je crois qu'on commet une erreur en voulant réduire le bilan de ce sommet à sa déclaration finale. Les innombrables discussions et initiatives qui se sont déroulées en marge de la conférence intergouvernementale ont certainement autant contribué aux progrès enregistrés à Johannesburg que les négociations elles-mêmes. Sous la pression des ONG, des entreprises, des médias mais aussi des pouvoirs publics qui, hors des enceintes de négociation, retrouvent des capacités d'initiative, une prise de conscience générale s'est opérée sur la nécessité d'agir. La mise en œuvre des décisions adoptées lors de ce sommet devrait s'en trouver facilitée. Après tout, c'est bien cela l'important.

À ce titre, je partage les regrets, exprimés par beaucoup, sur le cloisonnement de ce sommet : l'éloignement des sites, les mesures de sécurité, l'absence de système d'information centralisé ont conduit à la multiplication de forums sans communication réciproque. Le sommet, dans son ensemble, en a souffert et, particulièrement, le forum des ONG qui très rapidement s'est trouvé vidé de son utilité et de ses participants.

Ces problèmes de communication ainsi que la différence entre la richesse des débats et la relative pauvreté des textes officiels posent, je crois, la question de l'avenir de ce type de sommets. Un dispositif plus ouvert et plus transparent

¹ Bertrand Hervieu, Bernard Hubert (chef du département Systèmes agraires et développement - SAD), Patrick Legrand (directeur de la Mission environnement et société), Bernard Charpentier (adjoint au directeur de la Mission pour les relations internationales), Philippe Évrard (responsable de la Mission sur le développement agricole), Catherine Laurent (directrice de recherches au SAD), Nicolas Durand (chargé de mission auprès du président).

pourrait être envisagé afin de tenir compte de l'émergence, à côté des États, de nombreux autres acteurs de la négociation (ONG, entreprises, collectivités locales, etc.). L'avenir du multilatéralisme – démarche que la plupart des personnes présentes à Johannesburg défendent, malgré leurs critiques – est à ce prix.

La polémique sur les soutiens à l'agriculture doit inciter l'Europe à faire preuve d'encore plus d'ouverture

La polémique sur les aides à l'agriculture m'inspire trois regrets et une inquiétude. Regret d'avoir vu l'Europe (et notamment la France) autant attaquée alors qu'elle défend des principes (une mondialisation régulée) susceptibles d'intéresser bon nombre de pays et qu'elle importe plus de produits agricoles en provenance des pays en développement (PED) que les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande réunis. Regret, aussi, de constater que les pays les plus libéraux, notamment ceux du groupe de Cairns, ont réussi à se poser en défenseurs des agriculteurs les moins avancés alors que, de toute évidence, seule la conquête de nouveaux marchés les intéresse. Regret, également, d'avoir vu la question du développement agricole (et même du développement en général) réduite à celle du développement du commerce international ; comme si exporter pouvait régler le problème de la malnutrition et de la pauvreté en zone rurale. Inquiétude, enfin, face à ce que j'ai perçu comme une remise en cause de toute forme de politique publique dans le secteur agricole ; un phénomène qui, après les aides à l'exportation puis les soutiens internes et les protections tarifaires, pourrait bien atteindre, bientôt, le développement rural, la formation ou la recherche agronomique.

À mon sens, l'Europe – et en premier lieu la France – ne peut pas revenir de Johannesburg sans se poser des questions sur sa politique de coopération et

d'alliance. Malgré un discours généreux et des preuves réelles de bonne volonté (initiative « tout sauf armes » notamment), l'Union européenne reste perçue comme un « bastion » enfermé dans des débats internes qui n'intéressent qu'elle ou presque (la sécurité des aliments ou la multifonctionnalité, par exemple), débats dont elle tire des principes qu'elle juge universels mais que le reste du monde ressent comme une manœuvre destinée à défendre les intérêts des seuls Européens. L'Europe doit donc impérativement faire preuve de plus d'ouverture : ouverture de ses marchés aux produits des pays du Sud comme elle a déjà commencé à le faire, mais aussi ouverture de ses débats aux préoccupations et aux visions exprimées par les autres régions du monde. Faire preuve d'ouverture est nécessaire mais cela ne suffit pas : une négociation se gagne non au mérite mais grâce au travail d'influence et d'explication réalisé avant que les débats s'engagent. À ce titre, l'Europe gagnerait probablement à revitaliser les liens qui l'unissent à ses partenaires les plus proches : le monde méditerranéen, l'Afrique et l'Europe centrale et orientale notamment.

Ce n'est qu'au prix de telles évolutions que l'Europe pourra défendre sa vision d'un ordre mondial à la fois multipolaire et multidimensionnel : une mondialisation organisée autour de blocs régionaux cohérents ; une mondialisation où les dimensions sociale, environnementale et culturelle du développement comptent autant que les questions commerciales.

Un débat sur la science sans réelle consistance sur le fond mais riche d'enseignements sur la forme

La science, quant à elle, n'a pas suscité de polémique bruyante. On peut même dire qu'elle a fait l'unanimité, qu'il s'agisse de caractériser les problèmes² ou de leur trouver des solutions, c'est vers la science

et la technologie que responsables politiques et associatifs se tournent avec, parfois, des accents teintés de positivisme.

Cependant, la plupart du temps, ce discours est resté très général, comme si affirmer le principe d'une « science au service du développement durable » valait un plan d'action. Il faut reconnaître que la communauté scientifique est apparue relativement passive au cours de ce sommet. Le « Forum science » de l'ICSU (*International Council for Science*) était assez exemplaire de ce point de vue. Il convient également de noter la discrétion des représentants institutionnels de la recherche européenne et, au contraire, la forte présence de nos homologues anglo-saxons (y compris britanniques) souvent présents à la tribune, qu'il s'agisse du forum des ONG ou du forum sur la science d'Ubuntu³. De même, une grande place a été accordée aux *lobbys* et autres groupes d'intérêt, depuis l'IED (*International Institute for Environment and Development*), l'*Imperial College* jusqu'à Monsanto et Dupont en passant par la secte des Bah'ais.

Sur le fond, plusieurs éléments méritent néanmoins d'être soulignés.

Tout d'abord, l'effacement progressif de la notion de « transfert technologique » au profit du principe d'un renforcement des capacités locales d'innovation, avec une mise en valeur des « savoir-faire traditionnels » et, parfois, des discours extrêmement hostiles à l'encontre de la science et des technologies occidentales. À ce titre, le discours des organismes français de recherche (Inra, Cirad et IRD en tête) qui prônent une aide au développement des capacités de recherche dans les pays du Sud a été plutôt bien reçu par nos partenaires.

J'ai également été frappé par l'omniprésence du thème des OGM avec un net avantage pour leurs partisans (firmes mais aussi ONG et gouvernements du Sud), la position européenne sur le principe de précaution étant souvent ressentie comme une atteinte aux droits des PED à se développer comme ils l'entendent.

Comme pour le débat sur les aides à

² Des questions telles que le changement climatique ou l'érosion de la biodiversité n'existeraient pas si la science ne les avait pas identifiées et évaluées.

³ Le *Forum on Science and Technology and Innovation for sustainable Development* s'est tenu du 26 août au 4 septembre au village Ubuntu. Il semble avoir été organisé très tardivement, ce qui explique peut-être le faible degré d'ouverture des panels.

l'agriculture, celui sur la science a révélé un certain isolement de l'Union européenne dont il faut tirer des enseignements.

Le développement durable, un concept « structurant » pour les orientations, les partenariats et les pratiques de recherche de l'Inra

À l'Inra, la prise en compte du développement durable est une préoccupation de longue date. Cette orientation découle des engagements internationaux pris par la France et l'Union européenne mais aussi du mouvement général d'évolution des sciences et des transformations des attentes de la société vis-à-vis de la recherche agronomique.

Ainsi, parmi les six axes de recherche que l'Inra a définis pour la période 2001-2004, trois s'inscrivent délibérément dans ces nouveaux objectifs⁴. Et les

autres axes, sans faire du développement durable un objectif en soi, intègrent cette problématique à tous les stades du processus de recherche.

D'ailleurs, l'émergence du concept de développement durable s'est traduite non seulement par de nouvelles orientations scientifiques mais aussi par une réorganisation des dispositifs et des structures internes de l'Inra (nouveaux programmes interdisciplinaires, évaluation des effets attendus et des conséquences imprévues des innovations, etc.).

Ces orientations doivent, à mon sens, être poursuivies et approfondies. À la lumière des enseignements du sommet de Johannesburg, je crois, en particulier, qu'il est nécessaire de prendre en compte, à tous les niveaux, la globalité des problèmes que soulève le développement durable.

Au niveau de nos orientations scientifiques, d'abord, qui doivent faire une place plus large aux questions « d'envergure planétaire » telles que le réchauffement climatique, la préservation de la biodiversité, la gestion de l'eau ou la lutte contre la malnutrition et la pauvreté en milieu rural. Au niveau de nos partenariats, aussi, qui doivent être renforcés en direction des pays du Sud, ce qui suppose plus d'interactions avec nos homologues mais aussi une aide accrue au développement des capacités locales de recherche et d'expertise. Au niveau de nos pratiques de recherche, enfin, qui doivent faire plus de place aux acteurs non scientifiques, ceux qui sont justement en situation d'œuvrer en faveur du développement durable. Cela suppose d'élaborer des dispositifs de travail faisant une large place au partenariat, de définir des modalités et des critères

d'évaluation des recherches pertinents au regard de l'action et de renforcer la composante formation (à et par la recherche) de ces programmes.

Les semaines et les mois qui viennent devraient nous donner plusieurs occasions d'engager, au sein de l'Inra, une large réflexion autour de ces questions. Je pense notamment au rapport que Bernard Hubert et Olivier Godard doivent nous remettre, fin novembre, sur « le développement durable à l'Inra » mais aussi à la mise en place d'une nouvelle Direction scientifique par Jean Boiffin autour du thème « Agriculture, Activités et Territoires ».

Ce débat n'est d'ailleurs pas limité à l'Inra : la mobilisation de l'ensemble des organismes de recherche français autour du groupe de travail « Recherche et développement durable » animé par Jean-François Girard (président de l'IRD) en témoigne. Une réflexion dont Madame Haigneré, ministre déléguée à la Recherche et aux nouvelles Technologies, a annoncé la poursuite et qui devrait bientôt entrer dans une phase très opérationnelle, le président de la République ayant annoncé, à Johannesburg, le lancement d'une « initiative pour stimuler la recherche scientifique et technologique au service du développement durable » lors du G8 d'Évian en juin 2003.

Ainsi, c'est toute la communauté scientifique française qui se trouve aujourd'hui sollicitée par les impératifs de la sauvegarde de notre planète. Un projet que la communauté internationale, dans toute sa diversité, nous a confié à Johannesburg et dont nous devons maintenant nous saisir afin que, véritablement, la science se mette au service du développement durable ■

⁴ Améliorer le cadre de vie, préserver l'environnement et produire durablement ; améliorer l'alimentation humaine, préserver la santé des consommateurs, comprendre leurs comportements ; éclairer la décision des acteurs publics et privés, comprendre leurs organisations, en dégager les significations.